



**PRÉFECTURE
DE LA GUADELOUPE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°971-2023-287

PUBLIÉ LE 10 NOVEMBRE 2023

Sommaire

DEETS /

- 971-2023-11-07-00008 - Arrête DEETS du 7 novembre 2023 attribuant une subvention exceptionnelle à l' Association APF France HANDICAP POLE GUADELOUPE pour la mise en œuvre de l' aide alimentaire en Guadeloupe. Pour l' exercice 2023 (5 pages) Page 3
- 971-2023-11-07-00012 - Arrête DEETS du 7 novembre 2023 attribuant une subvention exceptionnelle aux nouvelles personnes morales de droit privé pour la mise en œuvre de l' aide alimentaire en Guadeloupe conformément à l'arrêté préfectoral du 31/10/2023. Subvention attribuée à l' Association MOUVANCE CARAIBES pour 2023 (5 pages) Page 9
- 971-2023-11-07-00007 - Arrête DEETS du 7 novembre 2023 attribuant une subvention exceptionnelle aux nouvelles personnes morales de droit privé pour la mise en œuvre de l' aide alimentaire en Guadeloupe conformément à l'arrêté préfectoral du 31/10/2023. Subvention attribuée à l' Association Kelysha Entraide pour 2023 (4 pages) Page 15
- 971-2023-11-07-00011 - Arrête DEETS du 7 novembre 2023 attribuant une subvention exceptionnelle aux nouvelles personnes morales de droit privé pour la mise en œuvre de l' aide alimentaire en Guadeloupe conformément à l' arrêté préfectoral du 31/10/2023. Subvention attribuée à l' Association LE BON COMBAT pour 2023 (5 pages) Page 20
- 971-2023-11-07-00005 - Arrête DEETS du 7 novembre 2023 attribuant une subvention exceptionnelle aux nouvelles personnes morales de droit privé pour la mise en œuvre de l' aide alimentaire en Guadeloupe Subvention attribuée à l' Association secours adventiste pour 2023 (5 pages) Page 26
- 971-2023-11-07-00009 - Arrête DEETS du 7 novembre 2023 attribuant une subvention exceptionnelle aux nouvelles personnes morales de droit privé pour la mise en œuvre de l' aide alimentaire en Guadeloupe Subvention attribuée à l' Association UMIBIA ANTILLES pour 2023 (5 pages) Page 32
- 971-2023-11-07-00010 - Arrête DEETS du 7 novembre 2023 attribuant une subvention exceptionnelle aux nouvelles personnes morales de droit privé pour la mise en œuvre de l' aide alimentaire en Guadeloupe. Conformément à l' arrêté préfectoral du 31/10/2023. Subvention attribuée à l' UDAF GUADELOUPE CENTRE SOCIAL VILLAGE DE LA FAMILLE ET DE L' ENFANT pour l'exercice 2023 (5 pages) Page 38
- 971-2023-11-07-00006 - Arrête DEETS du 7 novembre 2023 attribuant une subvention exceptionnelle aux nouvelles personnes morales de droit privé pour la mise en œuvre de l' aide alimentaire en Guadeloupe. Subvention attribuée à l' Association COLLECTIF D' OKTAV pour 2023 (5 pages) Page 44

DEETS

971-2023-11-07-00008

Arrête DEETS du 7 novembre 2023 attribuant une subvention exceptionnelle à l' Association APF France HANDICAP POLE GUADELOUPE pour la mise en œuvre de l' aide alimentaire en Guadeloupe. Pour l' exercice 2023

Arrêté DEETS/PS DU 07 NOV. 2023
attribuant une subvention exceptionnelle à L'ASSOCIATION A.P.F FRANCE HANDICAP POLE GUADELOUPE
pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire en Guadeloupe
Pour l'exercice 2023 - SIRET n° 775 688 732 117 53
Crédits de renfort - Action 14 du BOP 304

Le préfet de la Guadeloupe,
Représentant de l'Etat dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu La loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
- Vu Le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu Le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination du préfet de la région de Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, en outre, représentant de l'état dans les collectivités de Saint Barthélemy et de Saint Martin, M. LEFORT (Xavier) ;
- Vu Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu L'arrêté du 21 avril 2022 portant nomination sur l'emploi de directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu L'arrêté du 13 février 2023 portant délégation de signature au directeur de la DEETS de Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu L'arrêté n° 971-2023-09-01-00013 du 01 septembre 2023 portant subdélégation de signature à la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe ;
- Vu La notification des crédits régionaux 2023 du programme 304 pour l'action 14 « aide alimentaire » transmis par mail en date du 13 avril 2023 ;
- Vu L'instruction DGCS-diffusion-instructions@social.gouv.fr du 13 avril 2023 ayant pour objet la délégation des crédits d'aide alimentaire au titre de 2023
- Vu Les crédits inscrits au Budget opérationnel du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » - Action 14 « Aide alimentaire » de la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) pour l'exercice 2023 ;
- Vu L'arrêté modificatif DEETS du 02/09/2021 portant transfert de l'habilitation accordée à L'AGSPH au titre de la mise en œuvre de l'aide alimentaire par arrêté du 22 juin 2018
- Vu La demande de L'ASSOCIATION A.P.F FRANCE HANDICAP POLE GUADELOUPE en date du 22/09/2023.

Arrête

- Article 1** Une subvention exceptionnelle de fonctionnement d'un montant de **DIX MILLE EUROS (10 000,00 €)** est allouée à L'ASSOCIATION **A.P.F FRANCE HANDICAP POLE GUADELOUPE**, nouvellement habilitée au titre de 2023 pour la distribution de l'aide alimentaire en Guadeloupe.
- Le certificat de démarrage joint en annexe devra être transmis obligatoirement à la DEETS dès les premières dépenses.**

Article 2

La convention est conclue pour 5 mois et prendra fin le 31 mars 2024.

Article 3

Cette subvention sera versée à 100 % à la signature du présent arrêté et selon les procédures comptables en vigueur sur le compte suivant :

| IDENTIFIANT NATIONAL BANCAIRE | | | | |
|-------------------------------|-----------|------------------|---------|-----------------------|
| Banque | Indicatif | Numéro de compte | Clé RIB | Domiciliation |
| 30002 | 06190 | 0000070420U | 65 | ESDC BDI PARIS LOUVRE |

| IDENTIFIANT INTERNATIONAL BANCAIRE | |
|------------------------------------|-----------------------------------|
| IBAN | FR94 3000 2061 9000 0007 0420 U65 |
| Code B.I.C. | CRLYFRPP |

TITULAIRE DU COMPTE :

APF FRANCE HANDICAP
ZI DE JARRY 50 IMMEUBLE SOCOGAR
RUE FERDINAND FOREST
97122 BAIE MAHAULT

Article 4

Cette somme de 10 000 € est imputée sur les crédits inscrits au Programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » - Action 14 « Aide alimentaire enveloppe déconcentrée » (0304-14-02) de l'exercice 2023 - Domaine fonctionnel 0304-14-02 « aide alimentaire enveloppe déconcentrée » selon la répartition suivante :

- Code activité 030450141504 « fonctionnement des structures » pour 2 000,00 € soit 20 % du budget
- Code activité 030450141505 « achat de denrées » pour 8 000,00 € soit 80 % du budget.

L'ordonnateur de la dépense est le préfet de la région de Guadeloupe.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques de Guadeloupe.

Article 5

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de l'arrêté par l'association, l'administration peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes versées au titre du présent arrêté.

Article 6

L'association devra faciliter, à tout moment, le contrôle de l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 7

L'association fera parvenir un bilan qualitatif et financier à la DEETS de la Guadeloupe, dans un délai de deux mois après la réalisation de l'action soit au plus tard le 30 mai 2024, accompagnée des indicateurs joints en annexe.

Article 8

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent arrêté, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de Basse-Terre.

Article 9

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'Association.

Article 10

Le secrétaire général de la préfecture et le Directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Gourbeyre, le

07 NOV. 2023

La Directrice Adjointe
Responsable du pôle Solidarités
de la DEETS

Pascale PEPE

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Guadeloupe et d'un recours hiérarchique. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Guadeloupe dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. "Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr".



RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

Ce relevé est destiné à être remis, sur leur demande, à vos créanciers ou débiteurs appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, prélèvements, etc...). Son utilisation vous garantit le bon enregistrement des opérations en cause et vous évite ainsi des réclamations pour erreurs ou retards d'imputation.

IDENTIFIANT NATIONAL BANCAIRE

| Banque | Indicatif | Numéro de compte | Clé RIB | Domiciliation |
|--------|-----------|------------------|---------|-----------------------|
| 30002 | 06190 | 0000070420U | 65 | ESDC BDI PARIS LOUVRE |

IDENTIFIANT INTERNATIONAL BANCAIRE

| | |
|-------------|-----------------------------------|
| IBAN | FR94 3000 2061 9000 0007 0420 U65 |
| Code B.I.C. | CRLYFRPP |

TITULAIRE DU COMPTE :

**APF FRANCE HANDICAP
ZI DE JARRY 50 IMMEUBLE SOCOGAR
RUE FERDINAND FOREST
97122 BAIE MAHAULT**



RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

Ce relevé est destiné à être remis, sur leur demande, à vos créanciers ou débiteurs appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, prélèvements, etc...). Son utilisation vous garantit le bon enregistrement des opérations en cause et vous évite ainsi des réclamations pour erreurs ou retards d'imputation.

IDENTIFIANT NATIONAL BANCAIRE

| Banque | Indicatif | Numéro de compte | Clé RIB | Domiciliation |
|--------|-----------|------------------|---------|-----------------------|
| 30002 | 06190 | 0000070420U | 65 | ESDC BDI PARIS LOUVRE |

IDENTIFIANT INTERNATIONAL BANCAIRE

| | |
|-------------|-----------------------------------|
| IBAN | FR94 3000 2061 9000 0007 0420 U65 |
| Code B.I.C. | CRLYFRPP |

TITULAIRE DU COMPTE :

**APF FRANCE HANDICAP
ZI DE JARRY 50 IMMEUBLE SOCOGAR
RUE FERDINAND FOREST
97122 BAIE MAHAULT**



RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

Ce relevé est destiné à être remis, sur leur demande, à vos créanciers ou débiteurs appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, prélèvements, etc...). Son utilisation vous garantit le bon enregistrement des opérations en cause et vous évite ainsi des réclamations pour erreurs ou retards d'imputation.

IDENTIFIANT NATIONAL BANCAIRE

| Banque | Indicatif | Numéro de compte | Clé RIB | Domiciliation |
|--------|-----------|------------------|---------|-----------------------|
| 30002 | 06190 | 0000070420U | 65 | ESDC BDI PARIS LOUVRE |

IDENTIFIANT INTERNATIONAL BANCAIRE

| | |
|-------------|-----------------------------------|
| IBAN | FR94 3000 2061 9000 0007 0420 U65 |
| Code B.I.C. | CRLYFRPP |

TITULAIRE DU COMPTE :

**APF FRANCE HANDICAP
ZI DE JARRY 50 IMMEUBLE SOCOGAR
RUE FERDINAND FOREST
97122 BAIE MAHAULT**



RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

Ce relevé est destiné à être remis, sur leur demande, à vos créanciers ou débiteurs appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, prélèvements, etc...). Son utilisation vous garantit le bon enregistrement des opérations en cause et vous évite ainsi des réclamations pour erreurs ou retards d'imputation.

IDENTIFIANT NATIONAL BANCAIRE

| Banque | Indicatif | Numéro de compte | Clé RIB | Domiciliation |
|--------|-----------|------------------|---------|-----------------------|
| 30002 | 06190 | 0000070420U | 65 | ESDC BDI PARIS LOUVRE |

IDENTIFIANT INTERNATIONAL BANCAIRE

| | |
|-------------|-----------------------------------|
| IBAN | FR94 3000 2061 9000 0007 0420 U65 |
| Code B.I.C. | CRLYFRPP |

TITULAIRE DU COMPTE :

**APF FRANCE HANDICAP
ZI DE JARRY 50 IMMEUBLE SOCOGAR
RUE FERDINAND FOREST
97122 BAIE MAHAULT**

**CERTIFICAT DE DEMARRAGE D'UNE OPERATION FINANCEE PAR LE SERVICE DES
POPULATIONS VULNERABLES DU POLE SOLIDARITES –**

BOP 304 – Action 14

L'action est considérée comme débutée dès l'utilisation du 1^{er} euro pour sa mise en oeuvre

1°) Porteur du projet :

- Nom :
- Adresse :
- Nom du responsable de l'action :
- Téléphone du responsable de l'action:

2°) Acte attributif :

- N° Convention :..... OU N° arrêté :

Intitulé de l'action :

3°) Démarrage de l'action

- Action débutée : OUI NON
- Date du démarrage :.....
- Action non débutée :
- Date prévisionnelle de démarrage :

Date.....

Nom/prénom du signataire + Sceau

ANNEXE 1 - INDICATEURS DE REALISATION

| CRITERES | TOTAL | INDICATEURS CHIFFRES | | | | |
|--|-------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| 1 - BENEFICIAIRES DES DENREES ALIMENTAIRES | | | | | | |
| Nombres de famille | 0 | | | | | |
| Nombre de personnes | 0 | | | | | |
| Nombre d'hommes et de femmes | 0 | Hommes | 0 | Femmes | 0 | |
| Répartition par âge | 0 | - de 15 ans | 15 à 25 ans | 26 à 35 ans | 36 à 55 ans | + 55 ans |
| Répartition par quartiers ou communes | 0 | Préciser le quartier |
| Répartition par statut | | Etudiant | chômeurs | salariés | djobeurs | Pers âgées |
| 2 - DENREES | | | | | | |
| Origine de l'approvisionnement | | FEAD | collecte | ramassage | Autres (préciser) | |
| Tonnage de l'approvisionnement | | Brut | 0 | NET | 0 | |
| Poids des denrées distribuées | | BRUT | 0 | NET | 0 | |
| Adresse du lieu de stockage | | | | | | |
| Adresse du lieu de distribution | | | | | | |
| 3 - ORGANISATION POUR LA MISE EN MISE EN ŒUVRE | | | | | | |
| Moyens humains | 0 | salariés | PEC | Alternant | bénévoles | autres |
| | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Moyens matériels | | Préciser | | | | |
| Jours et horaires de distribution | | | | | | |
| Période de fermeture | | | | | | |
| 4 - ACCOMPAGNEMENT SOCIAL PAR DES PROFESSIONNELS | | | | | | |
| Nombres de personnes accompagnées | 0 | Hommes | 0 | Femmes | 0 | |
| | | Etudiant | chômeurs | salariés | djobeurs | Pers âgées |
| | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Types d'accompagnement | | préciser | | | | |
| 5 - ORIENTATION DES BENEFICIAIRES VERS L'EPICERIE SOLIDAIRE PAR UN TRAVAILLEUR SOCIAL | | | | | | |
| | | Préciser | | | | |

DEETS

971-2023-11-07-00012

Arrête DEETS du 7 novembre 2023 attribuant une subvention exceptionnelle aux nouvelles personnes morales de droit privé pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire en Guadeloupe conformément à l'arrêté préfectoral du 31/10/2023. Subvention attribuée à l'Association MOUVANCE CARAIBES pour 2023

07 NOV. 2023

Arrêté DEETS/PS DU
attribuant une subvention exceptionnelle aux nouvelles personnes morales de droit privé
pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire en Guadeloupe conformément à l'arrêté préfectoral du 31/10/2023

Subvention attribuée à L'ASSOCIATION MOUVANCE CARAIBES pour l'exercice 2023
SIRET n° : 830 869 806 00026

Crédits de renfort - Action 14 du BOP 304

Le préfet de la Guadeloupe,
Représentant de l'Etat dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu la loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
- Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination du préfet de la région de Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, en outre, représentant de l'état dans les collectivités de Saint Barthélemy et de Saint Martin, M. LEFORT (Xavier) ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu l'arrêté du 21 avril 2022 portant nomination sur l'emploi de directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu l'arrêté du 13 février 2023 portant délégation de signature au directeur de la DEETS de Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu l'arrêté n° 971-2023-09-01-00013 du 01 septembre 2023 portant subdélégation de signature à la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe ;
- Vu la notification des crédits régionaux 2023 du programme 304 pour l'action 14 « aide alimentaire » transmis par mail en date du 13 avril 2023 ;
- Vu l'instruction DGCS-diffusion-instructions@social.gouv.fr du 13 avril 2023 ayant pour objet la délégation des crédits d'aide alimentaire au titre de 2023
- Vu les crédits inscrits au Budget opérationnel du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » - Action 14 « Aide alimentaire » de la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) pour l'exercice 2023 ;
- Vu l'arrêté DEETS du 31 octobre 2023 fixant la liste de personnes morales de droit privé habilitée de la Guadeloupe à recevoir des contributions publiques destinées à la mise en œuvre de l'aide alimentaire ;
- Vu la demande de l'association MOUVANCE CARAIBES en date du 02 novembre 2023

Arrête

Article 1 Une subvention exceptionnelle de fonctionnement d'un montant de **CINQ MILLE HUIT CENT CINQUANTE SEPT EUROS (5 857 €)** est allouée à l'association **MOUVANCE CARAIBES**, nouvellement habilitée au titre de 2023 pour la distribution de l'aide alimentaire en Guadeloupe.

Le certificat de démarrage joint en annexe devra être transmis obligatoirement à la DEETS dès les premières dépenses.

Article 2 La convention est conclue pour 5 mois et prendra fin le 31 mars 2024.

Article 3 Cette subvention sera versée à 100 % à la signature du présent arrêté et selon les procédures comptables en vigueur sur le compte suivant :

| Banque | Guichet | Numéro de compte | Clé | Code BIC |
|-------------------|-----------------------------------|------------------|-----|-------------|
| LA BANQUE POSTALE | 01018 | 034 5337 P015 | 73 | PSSTFRPPBTE |
| IBAN | FR69 2004 1010 1803 4533 7P01 573 | | | |

Article 4 Cette somme de 5 857 € est imputée sur les crédits inscrits au Programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » - Action 14 « Aide alimentaire enveloppe déconcentrée », (0304-14-02) de l'exercice 2023 - Domaine fonctionnel 0304-14-02 « aide alimentaire enveloppe déconcentrée » selon la répartition suivante :

- Code activité 030450141504 « fonctionnement des structures » pour 1 171,40 € soit 20 % du budget
- Code activité 030450141505 « achat de denrées » pour 4 685,60 € soit 80 % du budget.

L'ordonnateur de la dépense est le préfet de la région de Guadeloupe.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques de Guadeloupe

Article 5 En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de l'arrêté par l'association, l'administration peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes versées au titre du présent arrêté.

Article 6 L'association devra faciliter, à tout moment, le contrôle de l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 7 L'association fera parvenir un bilan qualitatif et financier à la DEETS de la Guadeloupe, dans un délai de deux mois après la réalisation de l'action soit au plus tard le 30 avril 2024, accompagnée des indicateurs joints en annexe.

Article 8 En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent arrêté, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de Basse-Terre.

Article 9 Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'Association.

Article 10 Le secrétaire général de la préfecture et le Directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Gourbeyre, le

07 NOV. 2023

La Directrice Adjointe
Responsable du pôle Solidarités
de la DEETS
eyes
Pascale PÉRE

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Guadeloupe et d'un recours hiérarchique.

Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Guadeloupe dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

"Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr".

**CERTIFICAT DE DEMARRAGE D'UNE OPERATION FINANCEE PAR LE SERVICE DES
POPULATIONS VULNERABLES DU POLE SOLIDARITES –**

BOP 304 – Action 14

L'action est considérée comme débutée dès l'utilisation du 1^{er} euro pour sa mise en oeuvre

1°) Porteur du projet :

- Nom :
- Adresse :
- Nom du responsable de l'action :
- Téléphone du responsable de l'action:

2°) Acte attributif :

- N° Convention : OU N° arrêté :

Intitulé de l'action :

3°) Démarrage de l'action

- Action débutée : OUI NON
- Date du démarrage :
- Action non débutée :
- Date prévisionnelle de démarrage :

Date.....

Nom/prénom du signataire + Sceau

ANNEXE 1 - INDICATEURS DE REALISATION

| CRITERES | TOTAL | INDICATEURS CHIFFRES | | | | |
|--|-------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| 1 - BENEFICIAIRES DES DENREES ALIMENTAIRES | | | | | | |
| Nombres de famille | 0 | | | | | |
| Nombre de personnes | 0 | | | | | |
| Nombre d'hommes et de femmes | 0 | Hommes | 0 | Femmes | 0 | |
| Répartition par âge | 0 | - de 15 ans | 15 à 25 ans | 26 à 35 ans | 36 à 55 ans | + 55 ans |
| Répartition par quartiers ou communes | 0 | Préciser le quartier |
| Répartition par statut | | Etudiant | chômeurs | salariés | djobeurs | Pers âgées |
| 2 - DENREES | | | | | | |
| Origine de l'approvisionnement | | FEAD | collecte | ramassage | Autres (préciser) | |
| Tonnage de l'approvisionnement | | Brut | 0 | NET | 0 | |
| Poids des denrées distribuées | | BRUT | 0 | NET | 0 | |
| Adresse du lieu de stockage | | | | | | |
| Adresse du lieu de distribution | | | | | | |
| 3 - ORGANISATION POUR LA MISE EN MISE EN ŒUVRE | | | | | | |
| Moyens humains | 0 | salariés | PEC | Alternant | bénévoles | autres |
| | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Moyens matériels | | Préciser | | | | |
| Jours et horaires de distribution | | | | | | |
| Période de fermeture | | | | | | |
| 4 - ACCOMPAGNEMENT SOCIAL PAR DES PROFESSIONNELS | | | | | | |
| Nombres de personnes accompagnées | 0 | Hommes | 0 | Femmes | 0 | |
| | | Etudiant | chômeurs | salariés | djobeurs | Pers âgées |
| | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Types d'accompagnement | | préciser | | | | |
| 5 - ORIENTATION DES BENEFICIAIRES VERS L'EPICERIE SOLIDAIRE PAR UN TRAVAILLEUR SOCIAL | | | | | | |
| | | Préciser | | | | |

| | | | | | | | |
|---|-------------------------|-----------------------------------|------|---------------------|------|---|--|
|  | | RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE | | | | | |
| RIB - Identifiant national de compte | | | | | | | Domiciliation |
| ETABLISSEMENT 20041 | GUICHET 01018 | N° COMPTE 0345337P015 | | CLERIB 73 | | LABANQUE POSTALE CENTRE FINANCIER 97196 JARRY CEDEX | |
| IBAN - Identifiant international de compte <i>International Bank Account Number</i> | | | | | | | BIC - Identifiant international <i>de l'établissement</i> <i>Bank Identifier Code</i> |
| FR69 | 2004 | 1010 | 1803 | 4533 | 7P01 | 573 | PSSTFRPPBTE |
| Titulaire du compte - Account Owner | | | | | | | |
| MOUVANCES CARAIBES | | | | | | | |
| Cadre réservé au destinataire du relevé | | | | | | | |

DEETS

971-2023-11-07-00007

Arrête DEETS du 7 novembre 2023 attribuant une subvention exceptionnelle aux nouvelles personnes morales de droit privé pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire en Guadeloupe conformément à l'arrêté préfectoral du 31/10/2023. Subvention attribuée à l'Association Kelysha Entraide pour 2023

Arrêté DEETS/PS DU **07 NOV. 2023**

**attribuant une subvention exceptionnelle aux nouvelles personnes morales de droit privé
pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire en Guadeloupe conformément à l'arrêté préfectoral du 31/10/2023**

**Subvention attribuée à l'association KELYSHA ENTRAIDE pour l'exercice 2023
SIRET n° : 808 053 060 00014**

Crédits de renfort - Action 14 du BOP 304

Le préfet de la Guadeloupe,
Représentant de l'Etat dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu La loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
- Vu Le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu Le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination du préfet de la région de Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, en outre, représentant de l'état dans les collectivités de Saint Barthélemy et de Saint Martin, M. LEFORT (Xavier) ;
- Vu Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu L'arrêté du 21 avril 2022 portant nomination sur l'emploi de directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu L'arrêté du 13 février 2023 portant délégation de signature au directeur de la DEETS de Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu L'arrêté n° 971-2023-09-01-00013 du 01 septembre 2023 portant subdélégation de signature à la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe ;
- Vu La notification des crédits régionaux 2023 du programme 304 pour l'action 14 « aide alimentaire » transmis par mail en date du 13 avril 2023 ;
- Vu L'instruction DGCS-diffusion-instructions@social.gouv.fr du 13 avril 2023 ayant pour objet la délégation des crédits d'aide alimentaire au titre de 2023
- Vu Les crédits inscrits au Budget opérationnel du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » - Action 14 « Aide alimentaire » de la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) pour l'exercice 2023 ;
- Vu L'arrêté DEETS du 31 octobre 2023 fixant la liste de personnes morales de droit privé habilitée de la Guadeloupe à recevoir des contributions publiques destinées à la mise en œuvre de l'aide alimentaire ;
- Vu La demande de l'association **KELYSHA ENTRAIDE** en date du 23/10/2023.

Arrête

- Article 1** Une subvention exceptionnelle de fonctionnement d'un montant de **CINQ MILLE HUIT CENT CINQUANTE SEPT EUROS (5 857,00 €)** est allouée à l'association **KELYSHA ENTRAIDE**, nouvellement habilitée au titre de 2023 pour la distribution de l'aide alimentaire en Guadeloupe.

Le certificat de démarrage joint en annexe devra être transmis obligatoirement à la DEETS dès les premières dépenses.

Article 2 La convention est conclue pour 5 mois et prendra fin le 31 mars 2024.

Article 3 Cette subvention sera versée à 100 % à la signature du présent arrêté et selon les procédures comptables en vigueur sur le compte suivant :

Relevé d'Identité Bancaire



Cadre réservé au destinataire du relevé

| Identification du compte pour une utilisation nationale | | | | | | |
|---|-----------|-------------|--|------|-------------|-----|
| 11315 | 00001 | 08029114372 | | | 13 | |
| c/Etabl. | c/guichet | n/compte | | | c/rib | |
| Domiciliation | | | | | BIC | |
| CAISSE D'ÉPARGNE CEPAC | | | | | CEPAFRPP131 | |
| Identification du compte pour une utilisation internationale (IBAN) | | | | | | |
| FR76 | 1131 | 5000 | 0108 | 0291 | 1437 | 213 |
| Agence SAINTE ROSE | | | Intitulé du compte KELYSHA ENTRAIDE | | | |
| AVENUE DES CITES UNIES | | | CHE DE L'ETANG | | | |
| 97115 SAINTE ROSE TEL : 3241 | | | 97115 SAINTE-ROSE | | | |

Article 4 Cette somme de 5 857 € est imputée sur les crédits inscrits au Programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » - Action 14 « Aide alimentaire enveloppe déconcentrée », (0304-14-02) de l'exercice 2023 - Domaine fonctionnel 0304-14-02 « aide alimentaire enveloppe déconcentrée » selon la répartition suivante :

- Code activité 030450141504 « fonctionnement des structures » pour 1 171,40 € soit 20 % du budget
- Code activité 030450141505 « achat de denrées » pour 4 685,60 € soit 80 % du budget.

L'ordonnateur de la dépense est le préfet de la région de Guadeloupe.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques de Guadeloupe

Article 5 En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de l'arrêté par l'association, l'administration peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes versées au titre du présent arrêté.

Article 6 L'association devra faciliter, à tout moment, le contrôle de l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

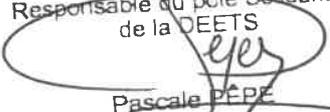
Article 7 L'association fera parvenir un bilan qualitatif et financier à la DEETS de la Guadeloupe, dans un délai de deux mois après la réalisation de l'action soit au plus tard le 30 mai 2024, accompagnée des indicateurs joints en annexe.

Article 8 En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent arrêté, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de Basse-Terre.

Article 9 Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'Association.

Article 10 Le secrétaire général de la préfecture et le Directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Gourbeyre, le **07 NOV. 2023**

La Directrice Adjointe
Responsable du pôle Solidarités
de la DEETS

Pascale PEPE

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Guadeloupe et d'un recours hiérarchique. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Guadeloupe dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

"Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr".

**CERTIFICAT DE DEMARRAGE D'UNE OPERATION FINANCEE PAR LE SERVICE DES
POPULATIONS VULNERABLES DU POLE SOLIDARITES -**

BOP 304 - Action 14

L'action est considérée comme débutée dès l'utilisation du 1^{er} euro pour sa mise en oeuvre

1°) Porteur du projet :

- Nom :
- Adresse :
- Nom du responsable de l'action :
- Téléphone du responsable de l'action:

2°) Acte attributif :

- N° Convention :..... OU N° arrêté :

Intitulé de l'action :

3°) Démarrage de l'action

- Action débutée : OUI NON
- Date du démarrage :
- Action non débutée :
- Date prévisionnelle de démarrage :

Date.....

Nom/prénom du signataire + Sceau

ANNEXE 1 - INDICATEURS DE REALISATION

| CRITERES | TOTAL | INDICATEURS CHIFFRES | | | | |
|--|-------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| 1 - BENEFICIAIRES DES DENREES ALIMENTAIRES | | | | | | |
| Nombres de famille | 0 | | | | | |
| Nombre de personnes | 0 | | | | | |
| Nombre d'hommes et de femmes | 0 | Hommes | 0 | Femmes | 0 | |
| Répartition par âge | 0 | - de 15 ans | 15 à 25 ans | 26 à 35 ans | 36 à 55 ans | + 55 ans |
| Répartition par quartiers ou communes | 0 | Préciser le quartier |
| Répartition par statut | | Etudiant | chômeurs | salariés | djobeurs | Pers âgées |
| 2 - DENREES | | | | | | |
| Origine de l'approvisionnement | | FEAD | collecte | ramassage | Autres (préciser) | |
| Tonnage de l'approvisionnement | | Brut | 0 | NET | 0 | |
| Poids des denrées distribuées | | BRUT | 0 | NET | 0 | |
| Adresse du lieu de stockage | | | | | | |
| Adresse du lieu de distribution | | | | | | |
| 3 - ORGANISATION POUR LA MISE EN MISE EN ŒUVRE | | | | | | |
| Moyens humains | 0 | salariés | PEC | Alternant | bénévoles | autres |
| | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Moyens matériels | | Préciser | | | | |
| Jours et horaires de distribution | | | | | | |
| Période de fermeture | | | | | | |
| 4 - ACCOMPAGNEMENT SOCIAL PAR DES PROFESSIONNELS | | | | | | |
| Nombres de personnes accompagnées | 0 | Hommes | 0 | Femmes | 0 | |
| | | Etudiant | chômeurs | salariés | djobeurs | Pers âgées |
| | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Types d'accompagnement | | préciser | | | | |
| 5 - ORIENTATION DES BENEFICIAIRES VERS L'EPICERIE SOLIDAIRE PAR UN TRAVAILLEUR SOCIAL | | | | | | |
| | | Préciser | | | | |

DEETS

971-2023-11-07-00011

Arrête DEETS du 7 novembre 2023 attribuant une subvention exceptionnelle aux nouvelles personnes morales de droit privé pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire en Guadeloupe conformément à l'arrêté préfectoral du 31/10/2023. Subvention attribuée à l'Association LE BON COMBAT pour 2023

Arrêté DEETS/PS DU

07 NOV. 2023

attribuant une subvention exceptionnelle aux nouvelles personnes morales de droit privé
pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire en Guadeloupe conformément à l'arrêté préfectoral du 31/10/2023

Subvention attribuée à l'association LE BON COMBAT pour l'exercice 2023

SIRET n° : 905 131 793 000010

Crédits de renfort - Action 14 du BOP 304

Le préfet de la Guadeloupe,
Représentant de l'Etat dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu La loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
- Vu Le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu Le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination du préfet de la région de Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, en outre, représentant de l'état dans les collectivités de Saint Barthélémy et de Saint Martin, M. LEFORT (Xavier) ;
- Vu Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu L'arrêté du 21 avril 2022 portant nomination sur l'emploi de directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu L'arrêté du 13 février 2023 portant délégation de signature au directeur de la DEETS de Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu L'arrêté n° 971-2023-09-01-00013 du 01 septembre 2023 portant subdélégation de signature à la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe ;
- Vu La notification des crédits régionaux 2023 du programme 304 pour l'action 14 « aide alimentaire » transmis par mail en date du 13 avril 2023 ;
- Vu L'instruction DGCS-diffusion-instructions@social.gouv.fr du 13 avril 2023 ayant pour objet la délégation des crédits d'aide alimentaire au titre de 2023 ;
- Vu Les crédits inscrits au Budget opérationnel du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » - Action 14 « Aide alimentaire » de la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) pour l'exercice 2023 ;
- Vu L'arrêté DEETS du 31 octobre 2023 fixant la liste de personnes morales de droit privé habilitée de la Guadeloupe à recevoir des contributions publiques destinées à la mise en œuvre de l'aide alimentaire ;
- Vu La demande de l'association LE BON COMBAT en date du 26/10/2023

Arrête

Article 1 Une subvention exceptionnelle de fonctionnement d'un montant de **CINQ MILLE HUIT CENT CINQUANTE SEPT EUROS (5 857,00 €)** est allouée à **l'association LE BON COMBAT**, nouvellement habilitée au titre de 2023 pour la distribution de l'aide alimentaire en Guadeloupe.

Le certificat de démarrage joint en annexe devra être transmis obligatoirement à la DEETS dès les premières dépenses.

Article 2 La convention est conclue pour 5 mois et prendra fin le 31 mars 2024.

Article 3 Cette subvention sera versée à 100 % à la signature du présent arrêté et selon les procédures comptables en vigueur sur le compte suivant :

| Banque | Guichet | Numéro de compte | Clé | Code BIC |
|------------------------|-----------------------------------|------------------|-----|----------|
| CREDIT MUTUEL 10278 | 05343 | 000 205 001 01 | 67 | CMCIFR2A |
| IBAN | FR76 1027 8053 4300 0205 0010 167 | | | |

Article 4 Cette somme de 5 857 € est imputée sur les crédits inscrits au Programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » - Action 14 « Aide alimentaire enveloppe déconcentrée », (0304-14-02) de l'exercice 2023 - Domaine fonctionnel 0304-14-02 « aide alimentaire enveloppe déconcentrée » selon la répartition suivante :

- Code activité 030450141504 « fonctionnement des structures » pour 1 171,40 € soit 20 % du budget
- Code activité 030450141505 « achat de denrées » pour 4 685,60 € soit 80 % du budget.

L'ordonnateur de la dépense est le préfet de la région de Guadeloupe.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques de Guadeloupe

Article 5 En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de l'arrêté par l'association, l'administration peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes versées au titre du présent arrêté.

Article 6 L'association devra faciliter, à tout moment, le contrôle de l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 7 L'association fera parvenir un bilan qualitatif et financier à la DEETS de la Guadeloupe, dans un délai de deux mois après la réalisation de l'action soit au plus tard le 30 mai 2024, accompagnée des indicateurs joints en annexe.

Article 8 En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent arrêté, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de Basse-Terre.

Article 9 Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'Association.

Article 10 Le secrétaire général de la préfecture et le Directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Gourbeyre, le

07 NOV. 2023

La Directrice Adjointe
Responsable du pôle Solidarités
de la DEETS

Pascale PÉPE

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Guadeloupe et d'un recours hiérarchique.

Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Guadeloupe dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

"Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr".

Identifiant national de compte bancaire - RIB

Banque Guichet N° compte C/c Débit
10276 05343 00020500101 67 EUR

Domiciliation
CCM BASSE TERRE

Identifiant international de compte bancaire

FR76 1027 8053 4300 0205 0010 167

BIC (Bank Identifier Code)
CMCIPR2A

Domiciliation
CCM BASSE TERRE
14 BOULEVARD FELIX EBOUE
97100 BASSE TERRE

Titulaire du compte (Account Owner)
LE BON COMBAT
269 RUE LLE DE L'ARBRE A PAIN
97123 BAILLIF

☎ 0 820 09 21 65 (Service 0,12 €/min + prix appel)

PARTIE RESERVEE AU DESTINATAIRE DU RELEVÉ

Ramenez ce relevé à tout organisme ayant besoin de connaître vos rétrocomptes bancaires pour la domiciliation de vos virements ou de prélèvements à votre compte. Vous éviterez ainsi des erreurs ou des retards d'exécution.

**CERTIFICAT DE DEMARRAGE D'UNE OPERATION FINANCEE PAR LE SERVICE DES
POPULATIONS VULNERABLES DU POLE SOLIDARITES –**

BOP 304 – Action 14

L'action est considérée comme débutée dès l'utilisation du 1^{er} euro pour sa mise en oeuvre

1°) Porteur du projet :

- Nom :
- Adresse :
- Nom du responsable de l'action :
- Téléphone du responsable de l'action:

2°) Acte attributif :

- N° Convention : OU N° arrêté :

Intitulé de l'action :

3°) Démarrage de l'action

- Action débutée : OUI NON
- Date du démarrage :
- Action non débutée :
- Date prévisionnelle de démarrage :

Date.....

Nom/prénom du signataire + Sceau

ANNEXE 1 - INDICATEURS DE REALISATION

| CRITERES | TOTAL | INDICATEURS CHIFFRES | | | | | | | | | |
|--|-------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---|-----------|---|--------|---|
| 1 - BENEFICIAIRES DES DENREES ALIMENTAIRES | | | | | | | | | | | |
| Nombres de famille | 0 | | | | | | | | | | |
| Nombre de personnes | 0 | | | | | | | | | | |
| Nombre d'hommes et de femmes | 0 | Hommes | 0 | Femmes | 0 | | | | | | |
| Répartition par âge | 0 | - de 15 ans | 15 à 25 ans | 26 à 35 ans | 36 à 55 ans | + 55 ans | | | | | |
| Répartition par quartiers ou communes | 0 | Préciser le quartier | | | | | |
| Répartition par statut | | Etudiant | chômeurs | salariés | djobeurs | Pers âgées | | | | | |
| 2 - DENREES | | | | | | | | | | | |
| Origine de l'approvisionnement | | FEAD | collecte | ramassage | Autres (préciser) | | | | | | |
| Tonnage de l'approvisionnement | | Brut | 0 | NET | 0 | | | | | | |
| Poids des denrées distribuées | | BRUT | 0 | NET | 0 | | | | | | |
| Adresse du lieu de stockage | | | | | | | | | | | |
| Adresse du lieu de distribution | | | | | | | | | | | |
| 3 - ORGANISATION POUR LA MISE EN MISE EN ŒUVRE | | | | | | | | | | | |
| Moyens humains | 0 | salariés | 0 | PEC | 0 | Alternant | 0 | bénévoles | 0 | autres | 0 |
| Moyens matériels | | Préciser | | | | | | | | | |
| Jours et horaires de distribution | | | | | | | | | | | |
| Période de fermeture | | | | | | | | | | | |
| 4 - ACCOMPAGNEMENT SOCIAL PAR DES PROFESSIONNELS | | | | | | | | | | | |
| Nombres de personnes accompagnées | 0 | Hommes | 0 | Femmes | 0 | | | | | | |
| | 0 | Etudiant | chômeurs | salariés | djobeurs | Pers âgées | | | | | |
| Types d'accompagnement | | préciser | | | | | | | | | |
| 5 - ORIENTATION DES BENEFICIAIRES VERS L'EPICERIE SOLIDAIRE PAR UN TRAVAILLEUR SOCIAL | | | | | | | | | | | |
| | | Préciser | | | | | | | | | |

DEETS

971-2023-11-07-00005

Arrête DEETS du 7 novembre 2023 attribuant
une subvention exceptionnelle aux nouvelles
personnes morales de droit privé pour la mise en
œuvre de l'aide alimentaire en Guadeloupe
Subvention attribuée à l'Association secours
adventiste pour 2023

Arrêté DEETS/PS DU 07 NOV. 2023

**attribuant une subvention exceptionnelle aux nouvelles personnes morales de droit privé
pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire en Guadeloupe conformément à l'arrêté préfectoral du 31/10/2023**

**Subvention attribuée à L'ASSOCIATION SECOURS ADVENTISTE pour l'exercice 2023
SIRET n° 431 322 593 0000 28**

Crédits de renfort - Action 14 du BOP 304

Le préfet de la Guadeloupe,
Représentant de l'Etat dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu La loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
- Vu Le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu Le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination du préfet de la région de Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, en outre, représentant de l'état dans les collectivités de Saint Barthélemy et de Saint Martin, M. LEFORT (Xavier) ;
- Vu Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu L'arrêté du 21 avril 2022 portant nomination sur l'emploi de directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu L'arrêté du 13 février 2023 portant délégation de signature au directeur de la DEETS de Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu L'arrêté n° 971-2023-09-01-00013 du 01 septembre 2023 portant subdélégation de signature à la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe ;
- Vu La notification des crédits régionaux 2023 du programme 304 pour l'action 14 « aide alimentaire » transmis par mail en date du 13 avril 2023 ;
- Vu L'instruction DGCS-diffusion-instructions@social.gouv.fr du 13 avril 2023 ayant pour objet la délégation des crédits d'aide alimentaire au titre de 2023
- Vu Les crédits inscrits au Budget opérationnel du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » - Action 14 « Aide alimentaire » de la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) pour l'exercice 2023 ;
- Vu L'arrêté DEETS du 31 octobre 2023 fixant la liste de personnes morales de droit privé habilitée de la Guadeloupe à recevoir des contributions publiques destinées à la mise en œuvre de l'aide alimentaire ;
- Vu La demande de l'association SECOURS ADVENTISTE en date du 23/10/2023

Arrête

Article 1 Une subvention exceptionnelle de fonctionnement d'un montant de **CINQ MILLE HUIT CENT CINQUANTE SEPT EUROS (5 857 €)** est allouée à l'association **SECOURS ADVENTISTE**, nouvellement habilitée au titre de 2023 pour la distribution de l'aide alimentaire en Guadeloupe.

Le certificat de démarrage joint en annexe devra être transmis obligatoirement à la DEETS dès les premières dépenses.

Article 2

La convention est conclue pour 5 mois et prendra fin le 31 mars 2024

Article 3

Cette subvention sera versée à 100 % à la signature du présent arrêté et selon les procédures comptables en vigueur sur le compte suivant :

| | | | | | |
|---|--|-----------------|--|--|--|
|  | | ANTILLES-GUYANE | | Agence de Rénovation Place de la Rénovation 97110 POINTE-A-PITRE | |
| BNP PARIBAS | | | | | |
| RESERVE AU DESTINATAIRE DU RIB | | | | | |
| TITULAIRE DU COMPTE | | | | | |
| SECOURS ADVENTISTE ARCHIPEL GPE DE GUADELOUPE | | | | | |
| DOMICILIATION | | | | | |
| P. A. P. MIQUEL | | | | | |
| * IBAN | | * CODE BIC | | * | |
| * FR76 1308 8090 9107 0218 0006 250 | | * BNPANQMXXX | | * | |
| * CODE BANQUE | | * CODE GUICHET | | * NO COMPTE | |
| * 13088 | | * 09091 | | * 07021800062 | |
| | | | | * CLE RIB | |
| | | | | * 50 | |

Article 4

Cette somme de 5 857 € est imputée sur les crédits inscrits au Programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » - Action 14 « Aide alimentaire enveloppe déconcentrée », (0304-14-02) de l'exercice 2023 - Domaine fonctionnel 0304-14-02 « aide alimentaire enveloppe déconcentrée » selon la répartition suivante :

- Code activité 030450141504 « fonctionnement des structures » pour 1 171,40 € soit 20 % du budget
- Code activité 030450141505 « achat de denrées » pour 4 685,60 € soit 80 % du budget.

L'ordonnateur de la dépense est le préfet de la région de Guadeloupe.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques de Guadeloupe.

Article 5

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de l'arrêté par l'association, l'administration peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes versées au titre du présent arrêté.

Article 6

L'association devra faciliter, à tout moment, le contrôle de l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 7

L'association fera parvenir un bilan qualitatif et financier à la DEETS de la Guadeloupe, dans un délai de deux mois après la réalisation de l'action soit au plus tard le 30 avril 2024, accompagnée des indicateurs joints en annexe.

Article 8

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent arrêté, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de Basse-Terre.

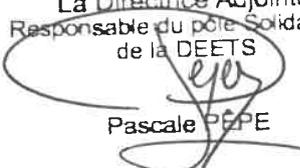
Article 9

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'Association.

Article 10

Le secrétaire général de la préfecture et le Directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Gourbeyre, le 07 NOV. 2023

La Directrice Adjointe
Responsable du pôle Solidarités
de la DEETS

Pascale PÉPE

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Guadeloupe et d'un recours hiérarchique. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Guadeloupe dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. "Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr".

**CERTIFICAT DE DEMARRAGE D'UNE OPERATION FINANCEE PAR LE SERVICE DES
POPULATIONS VULNERABLES DU POLE SOLIDARITES -**

BOP 304 - Action 14

L'action est considérée comme débutée dès l'utilisation du 1^{er} euro pour sa mise en oeuvre

1°) Porteur du projet :

- Nom :
- Adresse :
- Nom du responsable de l'action :
- Téléphone du responsable de l'action:

2°) Acte attributif :

- N° Convention :..... OU N° arrêté :

Intitulé de l'action :

3°) Démarrage de l'action

- Action débutée : OUI NON
- Date du démarrage :
- Action non débutée :
- Date prévisionnelle de démarrage :

Date.....

Nom/prénom du signataire + Sceau

ANNEXE 1 - INDICATEURS DE REALISATION

| CRITERES | TOTAL | INDICATEURS CHIFFRES | | | | |
|--|-------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| 1 - BENEFICIAIRES DES DENREES ALIMENTAIRES | | | | | | |
| Nombres de famille | 0 | | | | | |
| Nombre de personnes | 0 | | | | | |
| Nombre d'hommes et de femmes | 0 | Hommes | 0 | Femmes | 0 | |
| Répartition par âge | 0 | - de 15 ans | 15 à 25 ans | 26 à 35 ans | 36 à 55 ans | + 55 ans |
| Répartition par quartiers ou communes | 0 | Préciser le quartier |
| Répartition par statut | | Etudiant | chômeurs | salariés | djobeurs | Pers âgées |
| 2 - DENREES | | | | | | |
| Origine de l'approvisionnement | | FEAD | collecte | ramassage | Autres (préciser) | |
| Tonnage de l'approvisionnement | | Brut | 0 | NET | 0 | |
| Poids des denrées distribuées | | BRUT | 0 | NET | 0 | |
| Adresse du lieu de stockage | | | | | | |
| Adresse du lieu de distribution | | | | | | |
| 3 - ORGANISATION POUR LA MISE EN MISE EN ŒUVRE | | | | | | |
| Moyens humains | 0 | salariés | PEC | Alternant | bénévoles | autres |
| | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Moyens matériels | | Préciser | | | | |
| Jours et horaires de distribution | | | | | | |
| Période de fermeture | | | | | | |
| 4 - ACCOMPAGNEMENT SOCIAL PAR DES PROFESSIONNELS | | | | | | |
| Nombres de personnes accompagnées | 0 | Hommes | 0 | Femmes | 0 | |
| | | Etudiant | chômeurs | salariés | djobeurs | Pers âgées |
| | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Types d'accompagnement | | préciser | | | | |
| 5 - ORIENTATION DES BENEFICIAIRES VERS L'EPICERIE SOLIDAIRE PAR UN TRAVAILLEUR SOCIAL | | | | | | |
| | | Préciser | | | | |

BNPP ANTILLES-GUYANE
BNP PARIBAS

BNP PARIBAS Antilles-Guyane
Agence de Rénovation
Place de la Rénovation
97110 POINTE-À-PITRE

La banque
d'un monde
qui change

RESERVE AU DESTINATAIRE DU RIB

TITULAIRE DU COMPTE

SECOURS ADVENTISTE ARCHIPEL GPE
DE GUADELOUPE

DOMICILIATION

P.A.P. MIQUEL

| | | | | | |
|---|-------------|------------------------------|---------------|-------------|---|
| * | | IBAN | * | CODE BIC | * |
| * | FR76 | 1308 8090 9107 0218 0006 250 | * | BNPAMQMXXXX | * |
| * | CODE BANQUE | * CODE GUICHET | * NO COMPTE | * CLE RIB | * |
| * | 13088 | * 09091 | * 07021800062 | * 50 | * |

BNP PARIBAS Antilles-Guyane
Agence de Rénovation
Place de la Rénovation
97110 POINTE-À-PITRE

BNP PARIBAS ANTILLES GUYANE S.A. au capital de 13 829 320 euros - Siège social : 1, Boulevard Haussmann, 75009 PARIS
Immatriculée sous le n° B 393 095 757 R.C.S. Paris - Identifiant C.E FR83 393 095 757 - ORIAS n° 07 023 454
Direction Générale : 72, avenue des Caraïbes 97200 Fort-de-France - www.antilles-guyane.bnpparibas

DEETS

971-2023-11-07-00009

Arrête DEETS du 7 novembre 2023 attribuant
une subvention exceptionnelle aux nouvelles
personnes morales de droit privé pour la mise en
uvre de l aide alimentaire en Guadeloupe
Subvention attribuée à l Association UMIBIA
ANTILLES pour 2023

07 NOV. 2023

Arrêté DEETS/PS DU
attribuant une subvention exceptionnelle aux nouvelles personnes morales de droit privé
pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire en Guadeloupe conformément à l'arrêté préfectoral du 31/10/2023

Subvention attribuée à L'ASSOCIATION UMIBA ANTILLES pour l'exercice 2023
SIRET n° 829 115 484 000 42

Crédits de renfort - Action 14 du BOP 304

Le préfet de la Guadeloupe,
Représentant de l'Etat dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu La loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
- Vu Le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu Le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination du préfet de la région de Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, en outre, représentant de l'état dans les collectivités de Saint Barthélemy et de Saint Martin, M. LEFORT (Xavier) ;
- Vu Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu L'arrêté du 21 avril 2022 portant nomination sur l'emploi de directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu L'arrêté du 13 février 2023 portant délégation de signature au directeur de la DEETS de Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu L'arrêté n° 971-2023-09-01-00013 du 01 septembre 2023 portant subdélégation de signature à la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe ;
- Vu La notification des crédits régionaux 2023 du programme 304 pour l'action 14 « aide alimentaire » transmis par mail en date du 13 avril 2023 ;
- Vu L'instruction DGCS-diffusion-instructions@social.gouv.fr du 13 avril 2023 ayant pour objet la délégation des crédits d'aide alimentaire au titre de 2023
- Vu Les crédits inscrits au Budget opérationnel du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » - Action 14 « Aide alimentaire » de la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) pour l'exercice 2023 ;
- Vu L'arrêté DEETS du 31 octobre 2023 fixant la liste de personnes morales de droit privé habilitée de la Guadeloupe à recevoir des contributions publiques destinées à la mise en œuvre de l'aide alimentaire ;
- Vu La demande de l'association UMIBA ANTILLES en date du 25 octobre 2023.

Arrête

- Article 1** Une subvention exceptionnelle de fonctionnement d'un montant de **CINQ MILLE HUIT CENT CINQUANTE SEPT EUROS (5 857 €)** est allouée à l'association **UMIBA ANTILLES**, nouvellement habilitée au titre de 2023 pour la distribution de l'aide alimentaire en Guadeloupe.
Le certificat de démarrage joint en annexe devra être transmis obligatoirement à la DEETS dès les premières dépenses.

Article 2 La convention est conclue pour 5 mois et prendra fin le 31 mars 2024.

Article 3 Cette subvention sera versée à 100 % à la signature du présent arrêté et selon les procédures comptables en vigueur sur le compte suivant :

| Crédit Mutuel | | | | |
|---|---------|-------------|-----|--------|
| RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE | | | | |
| Identifiant national de compte bancaire - RIB | | | | |
| Banque | Guichet | N° compte | Clé | Devise |
| 10278 | 05341 | 00020438802 | 82 | EUR |
| Identifiant international de compte bancaire | | | | |
| IBAN (International Bank Account Number) | | | | |
| FR 76 10278053410002043880282 | | | | |
| Domiciliation | | | | |
| CCM LE GOSIER | | | | |
| Titulaire du compte (Account Owner) | | | | |
| UMIBA LES BONS SAMARITAINS | | | | |
| CENTRE LIBERTE FACE A LA POSTE | | | | |
| BOULEVARD DE DEMEREE | | | | |
| 97131 PETIT CANAL | | | | |
| Domiciliation | | | | |
| CCM LE GOSIER | | | | |
| ROUTE DES HOTELS | | | | |
| 6 GALERIE LES EMBRUNS | | | | |
| 97190 LE GOSIER | | | | |
| TÉL: 0 820 81 78 17 (Service 0,12 €/min + prix appel) | | | | |

Article 4 Cette somme de 5 857 € est imputée sur les crédits inscrits au Programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » - Action 14 « Aide alimentaire enveloppe déconcentrée », (0304-14-02) de l'exercice 2023 - Domaine fonctionnel 0304-14-02 « aide alimentaire enveloppe déconcentrée » selon la répartition suivante :

- Code activité 030450141504 « fonctionnement des structures » pour 1 171,40 € soit 20 % du budget
- Code activité 030450141505 « achat de denrées » pour 4 685,60 € soit 80 % du budget.

L'ordonnateur de la dépense est le préfet de la région de Guadeloupe.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques de Guadeloupe.

Article 5 En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de l'arrêté par l'association, l'administration peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes versées au titre du présent arrêté.

Article 6 L'association devra faciliter, à tout moment, le contrôle de l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 7 L'association fera parvenir un bilan qualitatif et financier à la DEETS de la Guadeloupe, dans un délai de deux mois après la réalisation de l'action, soit au plus tard le 30 avril 2024, accompagnée des indicateurs joints en annexe.

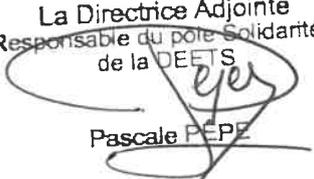
Article 8 En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent arrêté, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de Basse-Terre.

Article 9 Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'Association.

Article 10 Le secrétaire général de la préfecture et le Directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Gourbeyre, le **07 NOV. 2023**

La Directrice Adjointe
Responsable du pôle Solidarités
de la DEETS


Pascale PÉPE

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Guadeloupe et d'un recours hiérarchique.

Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Guadeloupe dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

"Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr".

**CERTIFICAT DE DEMARRAGE D'UNE OPERATION FINANCEE PAR LE SERVICE DES
POPULATIONS VULNERABLES DU POLE SOLIDARITES –**

BOP 304 – Action 14

L'action est considérée comme débutée dès l'utilisation du 1^{er} euro pour sa mise en oeuvre

1°) Porteur du projet :

- Nom :
- Adresse :
- Nom du responsable de l'action :
- Téléphone du responsable de l'action:

2°) Acte attributif :

- N° Convention : OU N° arrêté :

Intitulé de l'action :

3°) Démarrage de l'action

- Action débutée : OUI NON
- Date du démarrage :
- Action non débutée :
- Date prévisionnelle de démarrage :

Date.....

Nom/prénom du signataire + Sceau

ANNEXE 1 - INDICATEURS DE REALISATION

| CRITERES | TOTAL | INDICATEURS CHIFFRES | | | | |
|--|-------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| 1 - BENEFICIAIRES DES DENREES ALIMENTAIRES | | | | | | |
| Nombres de famille | 0 | | | | | |
| Nombre de personnes | 0 | | | | | |
| Nombre d'hommes et de femmes | 0 | Hommes | 0 | Femmes | 0 | |
| Répartition par âge | 0 | - de 15 ans | 15 à 25 ans | 26 à 35 ans | 36 à 55 ans | + 55 ans |
| Répartition par quartiers ou communes | 0 | Préciser le quartier |
| Répartition par statut | | Etudiant | chômeurs | salariés | djobeurs | Pers âgées |
| 2 - DENREES | | | | | | |
| Origine de l'approvisionnement | | FEAD | collecte | ramassage | Autres (préciser) | |
| Tonnage de l'approvisionnement | | Brut | 0 | NET | 0 | |
| Poids des denrées distribuées | | BRUT | 0 | NET | 0 | |
| Adresse du lieu de stockage | | | | | | |
| Adresse du lieu de distribution | | | | | | |
| 3 - ORGANISATION POUR LA MISE EN MISE EN ŒUVRE | | | | | | |
| Moyens humains | 0 | salariés | PEC | Alternant | bénévoles | autres |
| | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Moyens matériels | | Préciser | | | | |
| Jours et horaires de distribution | | | | | | |
| Période de fermeture | | | | | | |
| 4 - ACCOMPAGNEMENT SOCIAL PAR DES PROFESSIONNELS | | | | | | |
| Nombres de personnes accompagnées | 0 | Hommes | 0 | Femmes | 0 | |
| | | Etudiant | chômeurs | salariés | djobeurs | Pers âgées |
| | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Types d'accompagnement | | préciser | | | | |
| 5 - ORIENTATION DES BENEFICIAIRES VERS L'EPICERIE SOLIDAIRE PAR UN TRAVAILLEUR SOCIAL | | | | | | |
| | | Préciser | | | | |

| Crédit Mutuel | | | | | |
|---|---------|-------------|--|----------------------------|---------------|
| RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE | | | | | |
| Identifiant national de compte bancaire - RIB | | | | | |
| Banque | Guichet | N° compte | Clé | Devise | Domiciliation |
| 10278 | 05341 | 00020438802 | 82 | EUR | CCM LE GOSIER |
| Identifiant international de compte bancaire | | | | | |
| IBAN (International Bank Account Number) | | | | BIC (Bank Identifier Code) | |
| FR 76 10278053410002043880282 | | | | CMCI FR 2A | |
| Domiciliation | | | Titulaire du compte (Account Owner) | | |
| CCM LE GOSIER | | | UMIBA LES BONS SAMARITAINS | | |
| ROUTE DES HOTELS | | | CENTRE LIBERTE FACE A LA POSTE | | |
| 6 GALERIE LES EMBRUNS | | | BOULEVARD DE DEMEREE | | |
| 97190 LE GOSIER | | | 97131 PETIT CANAL | | |
| TÉL: 0 820 81 78 17 (Service 0,12 €/min + prix appel) | | | | | |
| Remettez ce relevé à tout autre organisme ayant besoin de connaître vos références bancaires pour la domiciliation de virements ou de prélèvements de votre compte. Vous éviterez ainsi des erreurs ou des retards. | | | PARTIE RESERVEE AU DESTINATAIRE DU RELEVÉ | | |



| Crédit Mutuel | | | | | |
|---|---------|-------------|--|----------------------------|---------------|
| RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE | | | | | |
| Identifiant national de compte bancaire - RIB | | | | | |
| Banque | Guichet | N° compte | Clé | Devise | Domiciliation |
| 10278 | 05341 | 00020438802 | 82 | EUR | CCM LE GOSIER |
| Identifiant international de compte bancaire | | | | | |
| IBAN (International Bank Account Number) | | | | BIC (Bank Identifier Code) | |
| FR 76 10278053410002043880282 | | | | CMCI FR 2A | |
| Domiciliation | | | Titulaire du compte (Account Owner) | | |
| CCM LE GOSIER | | | UMIBA LES BONS SAMARITAINS | | |
| ROUTE DES HOTELS | | | CENTRE LIBERTE FACE A LA POSTE | | |
| 6 GALERIE LES EMBRUNS | | | BOULEVARD DE DEMEREE | | |
| 97190 LE GOSIER | | | 97131 PETIT CANAL | | |
| TÉL: 0 820 81 78 17 (Service 0,12 €/min + prix appel) | | | | | |
| Remettez ce relevé à tout autre organisme ayant besoin de connaître vos références bancaires pour la domiciliation de virements ou de prélèvements de votre compte. Vous éviterez ainsi des erreurs ou des retards. | | | PARTIE RESERVEE AU DESTINATAIRE DU RELEVÉ | | |



| Crédit Mutuel | | | | | |
|---|---------|-------------|--|----------------------------|---------------|
| RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE | | | | | |
| Identifiant national de compte bancaire - RIB | | | | | |
| Banque | Guichet | N° compte | Clé | Devise | Domiciliation |
| 10278 | 05341 | 00020438802 | 82 | EUR | CCM LE GOSIER |
| Identifiant international de compte bancaire | | | | | |
| IBAN (International Bank Account Number) | | | | BIC (Bank Identifier Code) | |
| FR 76 10278053410002043880282 | | | | CMCI FR 2A | |
| Domiciliation | | | Titulaire du compte (Account Owner) | | |
| CCM LE GOSIER | | | UMIBA LES BONS SAMARITAINS | | |
| ROUTE DES HOTELS | | | CENTRE LIBERTE FACE A LA POSTE | | |
| 6 GALERIE LES EMBRUNS | | | BOULEVARD DE DEMEREE | | |
| 97190 LE GOSIER | | | 97131 PETIT CANAL | | |
| TÉL: 0 820 81 78 17 (Service 0,12 €/min + prix appel) | | | | | |
| Remettez ce relevé à tout autre organisme ayant besoin de connaître vos références bancaires pour la domiciliation de virements ou de prélèvements de votre compte. Vous éviterez ainsi des erreurs ou des retards. | | | PARTIE RESERVEE AU DESTINATAIRE DU RELEVÉ | | |

DEETS

971-2023-11-07-00010

Arrête DEETS du 7 novembre 2023 attribuant une subvention exceptionnelle aux nouvelles personnes morales de droit privé pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire en Guadeloupe. Conformément à l'arrêté préfectoral du 31/10/2023. Subvention attribuée à l'UDAF GUADELOUPE CENTRE SOCIAL VILLAGE DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANT pour l'exercice 2023

Arrêté DEETS/PS DU 07 NOV. 2023

attribuant une subvention exceptionnelle aux nouvelles personnes morales de droit privé
pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire en Guadeloupe conformément à l'arrêté préfectoral du 31/10/2023

Subvention attribuée à l'association UDAF GUADELOUPE - CENTRE SOCIAL VILLAGE DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANT
pour l'exercice 2023 - SIRET N° 314 408 154 00024

Crédits de renfort - Action 14 du BOP 304

Le préfet de la Guadeloupe,
Représentant de l'Etat dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu La loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
- Vu Le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu Le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination du préfet de la région de Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, en outre, représentant de l'état dans les collectivités de Saint Barthélemy et de Saint Martin, M. LEFORT (Xavier) ;
- Vu Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu L'arrêté du 21 avril 2022 portant nomination sur l'emploi de directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu L'arrêté du 13 février 2023 portant délégation de signature au directeur de la DEETS de Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu L'arrêté n° 971-2023-09-01-00013 du 01 septembre 2023 portant subdélégation de signature à la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe ;
- Vu La notification des crédits régionaux 2023 du programme 304 pour l'action 14 « aide alimentaire » transmis par mail en date du 13 avril 2023 ;
- Vu L'instruction DGCS-diffusion-instructions@social.gouv.fr du 13 avril 2023 ayant pour objet la délégation des crédits d'aide alimentaire au titre de 2023
- Vu Les crédits inscrits au Budget opérationnel du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » - Action 14 « Aide alimentaire » de la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) pour l'exercice 2023 ;
- Vu L'arrêté DEETS du 31 octobre 2023 fixant la liste de personnes morales de droit privé habilitée de la Guadeloupe à recevoir des contributions publiques destinées à la mise en œuvre de l'aide alimentaire ;
- Vu La demande de l'association UDAF- VILLAGE DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANT- CENTRE SOCIAL en date du 31 octobre 2023

Arrête

- Article 1** Une subvention exceptionnelle de fonctionnement d'un montant de **CINQ MILLE HUIT CENT CINQUANTE HUIT EUROS (5 858,00 €)** est allouée **l'association UDAF – CENTRE SOCIAL - VILLAGE DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANT**, nouvellement habilitée au titre de 2023 pour la distribution de l'aide alimentaire en Guadeloupe.

Le certificat de démarrage joint en annexe devra être transmis obligatoirement à la DEETS dès les premières dépenses.

Article 2 La convention est conclue pour 5 mois et prendra fin le 31 mars 2024.

Article 3 Cette subvention sera versée à 100 % à la signature du présent arrêté et selon les procédures comptables en vigueur sur le compte suivant :

CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE GUADELOUPE

BORDEREAU DE REMISE DE CHÈQUES EN € n° 2150239
ou RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

Crédit sous réserve de vérification détaillée et de bonne foi

Date de remise : _____ Nombre de chèques : _____

Signature : _____

à remettre avec vos chèques signés au dit :

Code banque : 14006 Code guichet : 00000 Numéro de compte : 00028110580 Clé RIB : 73

TOTAL REMISE à compléter dans tous les cas 5 858 €

2150239 # 5555555000000 # 000028110580

Article 4 Cette somme de 5 858 € est imputée sur les crédits inscrits au Programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » - Action 14 « Aide alimentaire enveloppe déconcentrée », (0304-14-02) de l'exercice 2023 - Domaine fonctionnel 0304-14-02 « aide alimentaire enveloppe déconcentrée » selon la répartition suivante :

- Code activité 030450141504 « fonctionnement des structures » pour 1 171,60 € soit 20 % du budget
- Code activité 030450141505 « achat de denrées » pour 4 686,40 € soit 80 % du budget.

L'ordonnateur de la dépense est le préfet de la région de Guadeloupe.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques de Guadeloupe

Article 5 En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de l'arrêté par l'association, l'administration peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes versées au titre du présent arrêté.

Article 6 L'association devra faciliter, à tout moment, le contrôle de l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 7 L'association fera parvenir un bilan qualitatif et financier à la DEETS de la Guadeloupe, dans un délai de deux mois après la réalisation de l'action soit au plus tard le 30 mai 2024, accompagnée des indicateurs joints en annexe.

Article 8 En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent arrêté, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de Basse-Terre.

Article 9 Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'Association.

Article 10 Le secrétaire général de la préfecture et le Directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Gourbeyre, le **07 NOV. 2023**

La Directrice Adjointe
Responsable du Pôle Solidarités
de la DEETS
Pascale PÉPE
Pascale PÉPE

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Guadeloupe et d'un recours hiérarchique. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Guadeloupe dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. "Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr".

**CERTIFICAT DE DEMARRAGE D'UNE OPERATION FINANCEE PAR LE SERVICE DES
POPULATIONS VULNERABLES DU POLE SOLIDARITES –**

BOP 304 – Action 14

L'action est considérée comme débutée dès l'utilisation du 1^{er} euro pour sa mise en oeuvre

1°) Porteur du projet :

- Nom :
- Adresse :
- Nom du responsable de l'action :
- Téléphone du responsable de l'action:

2°) Acte attributif :

- N° Convention :..... OU N° arrêté :

Intitulé de l'action :

3°) Démarrage de l'action

- Action débutée : OUI NON
- Date du démarrage :.....
- Action non débutée :
- Date prévisionnelle de démarrage :

Date.....

Nom/prénom du signataire + Sceau

ANNEXE 1 - INDICATEURS DE REALISATION

| CRITERES | TOTAL | INDICATEURS CHIFFRES | | | | |
|--|-------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| 1 - BENEFICIAIRES DES DENREES ALIMENTAIRES | | | | | | |
| Nombres de famille | 0 | | | | | |
| Nombre de personnes | 0 | | | | | |
| Nombre d'hommes et de femmes | 0 | Hommes | 0 | Femmes | 0 | |
| Répartition par âge | 0 | - de 15 ans | 15 à 25 ans | 26 à 35 ans | 36 à 55 ans | + 55 ans |
| Répartition par quartiers ou communes | 0 | Préciser le quartier |
| Répartition par statut | | Étudiant | chômeurs | salariés | djobeurs | Pers âgées |
| 2 - DENREES | | | | | | |
| Origine de l'approvisionnement | | FEAD | collecte | ramassage | Autres (préciser) | |
| Tonnage de l'approvisionnement | | Brut | 0 | NET | 0 | |
| Poids des denrées distribuées | | BRUT | 0 | NET | 0 | |
| Adresse du lieu de stockage | | | | | | |
| Adresse du lieu de distribution | | | | | | |
| 3 - ORGANISATION POUR LA MISE EN MISE EN ŒUVRE | | | | | | |
| Moyens humains | 0 | salariés | PEC | Alternant | bénévoles | autres |
| | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Moyens matériels | | Préciser | | | | |
| Jours et horaires de distribution | | | | | | |
| Période de fermeture | | | | | | |
| 4 - ACCOMPAGNEMENT SOCIAL PAR DES PROFESSIONNELS | | | | | | |
| Nombres de personnes accompagnées | 0 | Hommes | 0 | Femmes | 0 | |
| | | Etudiant | chômeurs | salariés | djobeurs | Pers âgées |
| | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Types d'accompagnement | | préciser | | | | |
| 5 - ORIENTATION DES BENEFICIAIRES VERS L'EPICERIE SOLIDAIRE PAR UN TRAVAILLEUR SOCIAL | | | | | | |
| | | Préciser | | | | |

DEETS

971-2023-11-07-00006

Arrête DEETS du 7 novembre 2023 attribuant
une subvention exceptionnelle aux nouvelles
personnes morales de droit privé pour la mise en
œuvre de l'aide alimentaire en Guadeloupe.
Subvention attribuée à l'Association COLLECTIF
D'OKTAV pour 2023

Arrêté DEETS/PS DU **07 NOV. 2023**

attribuant une subvention exceptionnelle aux nouvelles personnes morales de droit privé
pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire en Guadeloupe conformément à l'arrêté préfectoral du 31/10/2023

Subvention attribuée à L'ASSOCIATION COLLECTIF D'OKTAV pour l'exercice 2023
SIRET n° : 808 053 060 000 14

Crédits de renfort - Action 14 du BOP 304

Le préfet de la Guadeloupe,
Représentant de l'Etat dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu La loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
- Vu Le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu Le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination du préfet de la région de Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, en outre, représentant de l'état dans les collectivités de Saint Barthélemy et de Saint Martin, M. LEFORT (Xavier) ;
- Vu Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu L'arrêté du 21 avril 2022 portant nomination sur l'emploi de directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu L'arrêté du 13 février 2023 portant délégation de signature au directeur de la DEETS de Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu L'arrêté n° 971-2023-09-01-00013 du 01 septembre 2023 portant subdélégation de signature à la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe ;
- Vu La notification des crédits régionaux 2023 du programme 304 pour l'action 14 « aide alimentaire » transmis par mail en date du 13 avril 2023 ;
- Vu L'instruction DGCS-diffusion-instructions@social.gouv.fr du 13 avril 2023 ayant pour objet la délégation des crédits d'aide alimentaire au titre de 2023
- Vu Les crédits inscrits au Budget opérationnel du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » - Action 14 « Aide alimentaire » de la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) pour l'exercice 2023 ;
- Vu L'arrêté DEETS du 31 octobre 2023 fixant la liste de personnes morales de droit privé habilitée de la Guadeloupe à recevoir des contributions publiques destinées à la mise en œuvre de l'aide alimentaire ;
- Vu La demande de l'association COLLECTIF D'OKTAV en date du 29 octobre 2023

Arrête

- Article 1** Une subvention exceptionnelle de fonctionnement d'un montant de **CINQ MILLE HUIT CENT CINQUANTE SEPT EUROS (5 857,00 €)** est allouée à l'association **COLLECTIF D'OKTAV**, nouvellement habilitée au titre de 2023 pour la distribution de l'aide alimentaire en Guadeloupe.

Le certificat de démarrage joint en annexe devra être transmis obligatoirement à la DEETS dès les premières dépenses.

Article 2 La convention est conclue pour 5 mois et prendra fin le 31 mars 2024.

Article 3 Cette subvention sera versée à 100 % à la signature du présent arrêté et selon les procédures comptables en vigueur sur le compte suivant :

| Banque | Guichet | Numéro de compte | Clé | Code BIC |
|------------------------|-----------------------------------|------------------|-----|-------------|
| CAISSE D'EPARGNE 11315 | 00001 | 0800 8367 789 | 03 | CEPAFRPP131 |
| IBAN | FR76 1131 5000 0108 0083 6778 903 | | | |

Article 4 Cette somme de 5 857 € est imputée sur les crédits inscrits au Programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » - Action 14 « Aide alimentaire enveloppe déconcentrée », (0304-14-02) de l'exercice 2023 - Domaine fonctionnel 0304-14-02 « aide alimentaire enveloppe déconcentrée » selon la répartition suivante :

- Code activité 030450141504 « fonctionnement des structures » pour 1 171,40 € soit 20 % du budget
- Code activité 030450141505 « achat de denrées » pour 4 685,60 € soit 80 % du budget.

L'ordonnateur de la dépense est le préfet de la région de Guadeloupe.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques de Guadeloupe.

Article 5 En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de l'arrêté par l'association, l'administration peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes versées au titre du présent arrêté.

Article 6 L'association devra faciliter, à tout moment, le contrôle de l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 7 L'association fera parvenir un bilan qualitatif et financier à la DEETS de la Guadeloupe, dans un délai de deux mois après la réalisation de l'action soit au plus tard le 30 mai 2024, accompagnée des indicateurs joints en annexe.

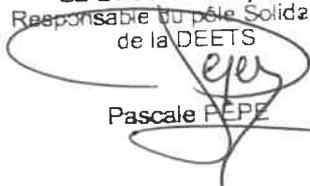
Article 8 En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent arrêté, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de Basse-Terre.

Article 9 Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'Association.

Article 10 Le secrétaire général de la préfecture et le Directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Gourbeyre, le

07 NOV. 2023

La Directrice Adjointe
Responsable du pôle Solidarités
de la DEETS

Pascale PEPE

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Guadeloupe et d'un recours hiérarchique.

Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Guadeloupe dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

"Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr".

**CERTIFICAT DE DEMARRAGE D'UNE OPERATION FINANCEE PAR LE SERVICE DES
POPULATIONS VULNERABLES DU POLE SOLIDARITES –**

BOP 304 – Action 14

L'action est considérée comme débutée dès l'utilisation du 1^{er} euro pour sa mise en oeuvre

1°) Porteur du projet :

- Nom :
- Adresse :
- Nom du responsable de l'action :
- Téléphone du responsable de l'action:

2°) Acte attributif :

- N° Convention : **OU** N° arrêté :

Intitulé de l'action :

3°) Démarrage de l'action

- Action débutée : OUI NON
- Date du démarrage :
- Action non débutée :
- Date prévisionnelle de démarrage :

Date.....

Nom/prénom du signataire + Sceau

ANNEXE 1 - INDICATEURS DE REALISATION

| CRITERES | TOTAL | INDICATEURS CHIFFRES | | | | |
|--|-------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| 1 - BENEFICIAIRES DES DENREES ALIMENTAIRES | | | | | | |
| Nombres de famille | 0 | | | | | |
| Nombre de personnes | 0 | | | | | |
| Nombre d'hommes et de femmes | 0 | Hommes | 0 | Femmes | 0 | |
| Répartition par âge | 0 | - de 15 ans | 15 à 25 ans | 26 à 35 ans | 36 à 55 ans | + 55 ans |
| Répartition par quartiers ou communes | 0 | Préciser le quartier |
| Répartition par statut | | Etudiant | chômeurs | salariés | djobeurs | Pers âgées |
| 2 - DENREES | | | | | | |
| Origine de l'approvisionnement | | FEAD | collecte | ramassage | Autres (préciser) | |
| Tonnage de l'approvisionnement | | Brut | 0 | NET | 0 | |
| Poids des denrées distribuées | | BRUT | 0 | NET | 0 | |
| Adresse du lieu de stockage | | | | | | |
| Adresse du lieu de distribution | | | | | | |
| 3 - ORGANISATION POUR LA MISE EN MISE EN ŒUVRE | | | | | | |
| Moyens humains | 0 | salariés | PEC | Alternant | bénévoles | autres |
| | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Moyens matériels | | Préciser | | | | |
| Jours et horaires de distribution | | | | | | |
| Période de fermeture | | | | | | |
| 4 - ACCOMPAGNEMENT SOCIAL PAR DES PROFESSIONNELS | | | | | | |
| Nombres de personnes accompagnées | 0 | Hommes | 0 | Femmes | 0 | |
| | | Etudiant | chômeurs | salariés | djobeurs | Pers âgées |
| | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Types d'accompagnement | | préciser | | | | |
| 5 - ORIENTATION DES BENEFICIAIRES VERS L'EPICERIE SOLIDAIRE PAR UN TRAVAILLEUR SOCIAL | | | | | | |
| | | Préciser | | | | |

Ce relevé est destiné à être remis, sur leur demande, à vos créanciers ou débiteurs appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virement, paiement de quittance, etc.).
Son utilisation vous garantit le bon enregistrement des opérations en cause et vous évite ainsi des réclamations pour erreurs ou retards d'imputation.

| | | | | |
|---------------|------------------|--------------------|---------------|----------------------|
| 11315 | 00001 | 08008367789 | 03 | CE CEPAC |
| <i>c/étab</i> | <i>c/quichet</i> | <i>n/compte</i> | <i>c/rice</i> | <i>domiciliation</i> |

IBAN

| | | | | | | |
|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------|
| FR76 | 1131 | 5000 | 0108 | 0083 | 6778 | 903 |
|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------|

BIC

| | | | | | | | | | | |
|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| C | E | P | A | F | R | P | P | 1 | 3 | 1 |
|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|

Intitulé du compte **LE COLLECTIF D'OKTAV 100% LIVE**
MAISON LUCE
CHEMIN DE LA RAVINE
ROUTHIERS PETIT MARQUISAT
97130 CAPESTERRE BELLE EAU

CAPESTERRE BELLE EAU
BOURG
RUE AMEDEV FENGAROL
97130 CAPESTERRE BELLE EAU
TEL : 08.21.01.00.65